

Interview de Victor Bodson: l'Europe après le sommet de La Haye (CLT, 9 novembre 1969)

Source: L'Europe avant le Sommet de La Haye / VICTOR BODSON, Nic Weber.- CLT [Prod.], 9 novembre 1969. CLT-UFA, Luxembourg. - SON (07:54, Montage, Son original).
CLT-UFA, 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/interview_de_victor_bodson_l_europe_apres_le_sommet_d
e_la_haye_clt_9_novembre_1969-fr-039b7a95-22f5-4522-a030-26076255fd71.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_victor_bodson_l_europe_apres_le_sommet_de_la_haye_clt_9_novembre_1969-fr-039b7a95-22f5-4522-a030-26076255fd71.html)



Date de dernière mise à jour: 18/07/2016

Interview de Victor Bodson: l'Europe après le sommet de La Haye (CLT, 9 novembre 1969)

[Nic Weber] Monsieur le Ministre, comme vous pouvez le voir, ce soir encore le temps est mauvais et il est facile d'attraper la grippe. Peut-être peut-on s'attendre à ce que d'autres ministres encore, après M. Moro, l'attrapent. Pensez-vous vraiment que ce sommet, que cette rencontre au plus haut niveau, puisse encore avoir lieu cette année?

[Victor Bodson] Monsieur Weber, je suis persuadé que le sommet se tiendra. Personnellement, je sais que le Premier ministre italien, M. Moro, est malade. J'ignore cependant si c'est là le motif principal ou si ce n'est pour lui que l'occasion pour venir à bout des difficultés qui existent pour le moment dans son pays. Une chose cependant est certaine: ce n'est que partie remise et non annulée. Le sommet aura certainement lieu, on parle d'un délai de quinze jours. J'accepte cette date; mais ce qui est certain, c'est qu'il n'y aura pas d'autre maladie diplomatique, nous savons exactement par les journaux, par ces informations – et la presse est aujourd'hui aussi complète que possible – ce qu'il en est, et je suis persuadé que le sommet aura lieu.

[Nic Weber] Monsieur le Ministre, on pourrait poser également une autre question: l'échange de vues de ce soir a été très ouvert, de part et d'autre, mais ne s'agissait-il pas, comme on a pu en avoir l'impression, d'exposer précisément, voire uniquement, le point de vue de la Commission?

[Victor Bodson] Tout ce que j'ai dit c'est que, puisque nous avons une Commission et qu'elle possède des pouvoirs, tous les autres organes des institutions doivent aussi faire leur devoir. Je ne reproche pas au Conseil de ne prendre aucune décision, mais je pense que si nous voulons avancer, le Conseil doit lui aussi assumer ses responsabilités et prendre ses décisions, comme nous le faisons aussi de notre côté.

[Nic Weber] Monsieur Bodson, je voudrais enchaîner sur une autre question: Vous attendez-vous, si, mettons, des ministres des Affaires étrangères ou des ministres de l'Agriculture font entrer des considérations nationales dans leurs décisions ou élaborent des compromis coûteux, vous attendez-vous alors à ce que, lorsque les chefs se réuniront, la situation s'améliore dans une Europe où intervient à nouveau le nationalisme?

[Victor Bodson] Le nationalisme joue malheureusement toujours un rôle trop important. Mais lorsque les hauts responsables se présentent devant l'opinion publique mondiale, ils ne peuvent plus faire valoir leurs intérêts nationaux mesquins, ils doivent alors adopter une position claire et nette. Ils doivent rester fidèles à ce qu'ils ont toujours dit et contribuer à faire avancer les choses. Ils ne doivent pas perdre la face. Et c'est bien là le problème de ce sommet: qui voudrait perdre la face? Aucun homme politique ne le veut, et c'est pour cela que je suis convaincu que nous ferons des progrès.

[Nic Weber] Mais la pression du dehors est-elle encore assez forte, c'est-à-dire la volonté est-elle assez forte à l'extérieur pour faire avancer l'Europe?

[Victor Bodson] Lorsqu'on s'adresse aux gens dans la rue et qu'on leur explique ce que le Marché commun leur a déjà apporté, ils sont absolument d'accord pour laisser de côté leur nationalisme et devenir Européens. Mais ce que je déplore, c'est que nous n'avons pas encore insisté suffisamment auprès des gens pour leur montrer où se situe vraiment leur intérêt profond: non plus dans leur politique de clocher, mais dans la politique européenne. Et lorsque nous serons allés un peu plus loin dans ce sens, lorsque nous aurons creusé un peu plus profondément, je suis persuadé que les gouvernements aussi suivront cette tendance et aideront à construire enfin cette Europe.

[Nic Weber] Monsieur Bodson, il y a le fameux triptyque proposé par les Français comme base de discussion pour la conférence au sommet. Quel est votre avis à ce sujet? Jusqu'où ces conditions sont-elles liées les unes aux autres? Pensez-vous que la confusion soit toujours trop grande pour qu'un résultat précis puisse être obtenu, par exemple l'élargissement?

[Victor Bodson] L'achèvement, le renforcement et l'élargissement sont les trois points d'un triptyque, qui ne

sont peut-être pas liés économiquement, mais qui le sont certainement sur le plan politique. Et il est impossible d'imaginer par exemple que le Marché commun soit réalisé sans que, d'un autre côté, il y ait des garanties que les institutions travaillent et que l'élargissement soit au moins envisagé. Mais, si l'on veut se donner une priorité, je crois que ce doit être le renforcement des institutions. Toutefois, il faut avancer de front sur les trois points; il ne s'agit pas de faire une chose et de laisser de côté les autres, les trois points doivent être entamés ensemble et si possible achevés ensemble.

[Nic Weber] Permettez-moi de vous poser encore une question d'ordre national, Monsieur le Ministre: On ne cesse d'affirmer, et cela à bon escient, je crois, que nous, les Luxembourgeois, devons nous montrer modestes; le ministre des Affaires étrangères a dit devant ce même micro, il y a à peine huit jours, que nous ne sommes guère en mesure de faire de grandes propositions, ce qui, d'ailleurs, est compréhensible. Pour vous, dans votre travail au sein de la Commission, la nationalité, c'est-à-dire aussi notre modestie, joue-t-elle également un rôle aussi important ou bien vous sentez-vous alors vraiment plus Européen, comme cela devrait d'ailleurs être le cas?

[Victor Bodson] C'est là une question indiscreète, mais je dirai que nous sommes un collège de quatorze personnes, dont chacune a les mêmes droits et les mêmes devoirs. En vertu du traité et du serment que nous avons prêté nous sommes indépendants dans notre occupation, nous dépendons uniquement de notre propre conscience. Nous n'avons pas alors l'impression d'appartenir à un petit ou à un grand pays, mais chacun ressent sa responsabilité en tant que membre d'un ensemble de quatorze personnes, et c'est dans cette optique que nous poursuivons notre travail. Et le rôle du Luxembourg est infiniment plus grand que la surface du pays, car nos différents ministres jouent toujours un rôle très important et très agréable, ce sont eux, au fond, qui servent de trait d'union et qui font de bonnes suggestions. Pour ma part, au sein de la Commission, je poursuis la même idée.

[Nic Weber] Une autre question encore: Il n'y a pas longtemps, le ministre français des Affaires étrangères était ici avec nous. À cette occasion, notre ministre des Affaires étrangères a déclaré, dans sa réponse à une question, que nous pouvions déjà être heureux de constater qu'un changement se faisait sentir dans l'attitude de la France.

[Victor Bodson] En principe, nous pouvons être heureux qu'il y ait un changement. La situation est plus détendue, tout est très différent, mais il n'est pas possible encore de voir jusqu'où ça ira. C'est toujours la même histoire: les paroles peuvent être très belles, mais les faits ne suivent pas. «Wir wollen die Taten sehen», disent les Allemands, nous voulons voir des actes. Et ce sont précisément les faits qui nous intéressent. Il ne suffit pas de faire de beaux discours, des actes doivent venir après les paroles, et nous attendons de voir si les Français veulent vraiment passer aux actes.

[Nic Weber] Pensez-vous qu'ils le feront à La Haye?

[Victor Bodson] Je suppose qu'ils le feront, peut-être assez timidement, mais je sais qu'il y a un certain revirement en France, y compris parmi les hommes politiques, et qu'au moins au début ils feront un bout de chemin avec nous, et une fois qu'ils seront en marche, ça ira. C'est toujours l'arrêt qui est dangereux, mais une fois qu'on s'est mis en route, on va encore un peu plus loin.

[Nic Weber] Vous semblez mettre de l'espoir dans cette conférence au sommet?

[Victor Bodson] Oui, beaucoup.

[Nic Weber] Alors, attendons de voir venir les choses.

[Victor Bodson] C'est là maintenant le but de ma vie, et je veux qu'il soit couronné de succès.

[Nic Weber] Merci, Monsieur le Ministre.